

Royaume du Maroc

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Direction des Etudes et des Prévisions Financières
DENI

NOTE DE CONJONCTURE

Bulletin mensuel de la Direction des Etudes et des Prévisions Financières

N°154 – Novembre 2009

Sommaire	Vue d'ensemble.....	2
	Environnement international.....	3
	Contexte national.....	5
	1. Croissance sectorielle.....	5
	2. Eléments de la demande.....	8
	3. Echanges extérieurs.....	10
	4. Finances publiques	13
	5. Financement de l'économie.....	15
Tableau de bord.....	18	

Contacts : doc@depf.finances.gov.ma

Tél : (00212) (0) 537 67 74 29/62 Fax : (00212) (0) 537 67 74 54

Quartier administratif, entrée D, Chellah – Rabat

Site Internet : www.finances.gov.ma/depf/depf.htm

La sortie de récession se confirme au troisième trimestre

Enclenchée au deuxième trimestre 2009, la reprise économique s'est poursuivie au troisième trimestre et s'est propagée à d'autres pays développés, à l'exception notable du Royaume-Uni et de l'Espagne où le PIB a continué de se contracter. Aux Etats-Unis, après quatre trimestres consécutifs de repli, le PIB a progressé de 2,8% en rythme annuel au troisième trimestre 2009. Dans la zone euro, après cinq trimestres de baisse, le PIB a augmenté de 0,4% au troisième trimestre 2009 par rapport au trimestre précédent et l'économie japonaise confirme sa reprise déjà amorcée au deuxième trimestre en enregistrant une croissance de 1,2% au troisième trimestre. Dans les pays émergents, la croissance du PIB chinois poursuit son expansion pour s'établir à 8,9% au troisième trimestre. De même, l'activité économique reste bien orientée en Inde et au Brésil. Les perspectives de reprise de l'économie mondiale se profilent en ligne avec le regain d'optimisme des agents économiques. Dans ce sillage, le FMI a révisé à la hausse ses prévisions de la croissance mondiale qui devrait s'établir à 3,1% en 2010, tirée par un rebond de l'activité des pays émergents et en développement (+5,1%), en particulier la Chine (+9,5%).

Au niveau national, l'activité économique enregistrerait en 2009 un taux de croissance de 5,3% et ce, malgré un environnement international peu porteur. Elle profiterait de la réalisation d'une campagne agricole exceptionnelle (102 millions de quintaux) et de la poursuite de la vigueur de la demande intérieure.

L'évolution récente des indicateurs conjoncturels fait état d'une atténuation du rythme de baisse au niveau des activités touchées par la crise (industrie, production de phosphates et dérivés, recettes touristiques et transferts des MRE). La production marchande de phosphates s'est accrue de 23,6% au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent. En outre, les productions d'acide phosphorique et des engrais naturels et chimiques ont augmenté respectivement de 29,8% et 68,2% en glissement trimestriel et de 8,4% et 57,2% en glissement annuel. Quant à la production des industries de transformation, le rythme de baisse de l'indice trimestriel de la production industrielle, en glissement annuel, a ralenti, passant à -1% au deuxième trimestre 2009 après -1,6% au premier trimestre 2009 et -4,4% au quatrième trimestre 2008. De plus, les chefs d'entreprises interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture réalisée par le HCP, prévoient une amélioration de la production industrielle au troisième trimestre par rapport au deuxième trimestre 2009.

La production de l'électricité maintient depuis le deuxième trimestre 2009 un rythme de progression soutenu, clôturant les dix premiers mois de 2009 sur une progression de 3,4% par rapport à fin octobre 2008. S'agissant des ventes de ciment, principal baromètre du BTP, elles se sont raffermies, à fin octobre 2009, de 3,5% par rapport à la même période de l'année 2008.

Pour ce qui est de l'activité touristique, selon l'Organisation Mondiale du Tourisme, l'Afrique reste le seul continent qui n'a pas suivi la tendance baissière enregistrée à l'échelle mondiale. Au Maroc, cette activité a conservé, à fin octobre 2009, le même profil d'évolution que les mois précédents caractérisé par une hausse des arrivées (+5,7%) accompagnée d'une baisse des nuitées (-2,1%). Les recettes voyages générées ont accusé, à fin octobre 2009, un repli de 7,7% par rapport à fin octobre 2008. Néanmoins, l'amplitude de ce recul est en net ralentissement, en glissement annuel, d'un trimestre à l'autre, passant de -23,1% au premier trimestre 2009 à -7,6% au deuxième trimestre et à -1,9% au troisième trimestre.

La demande intérieure continue de soutenir la croissance, tirant profit de la hausse des revenus des ménages ruraux en lien avec l'excellente campagne agricole, du maintien du taux de chômage sous la barre de 10% (9,8% au troisième trimestre 2009), de la poursuite de la croissance des crédits à la consommation (+19,3% à fin octobre 2009) et des efforts déployés par les pouvoirs publics pour soutenir le pouvoir d'achat à travers la réduction de l'impôt sur le revenu et la revalorisation des salaires. Du côté de l'investissement, des signes de dynamisme persistent encore malgré le contexte de crise économique mondiale, comme en témoigne la hausse, à fin octobre 2009, de 24,8% des crédits accordés à l'équipement et de 20,9% des dépenses d'investissement du budget de l'Etat.

Les échanges extérieurs du Maroc demeurent affectés par la baisse de la demande étrangère adressée aux produits nationaux. Ainsi, les exportations et les importations de biens et services (FOB/FOB) ont clôturé les dix premiers mois de l'année 2009 sur un repli respectivement de 23,3% et 19,2% en glissement annuel, portant ainsi le taux de couverture à 70,2% contre 73,9% à fin octobre 2008. Les échanges de biens, quant-à-eux, ont dégagé un déficit commercial chiffré à 122,2 milliards de dirhams, en atténuation de 14,8% par rapport à fin octobre 2008. Cette situation provient essentiellement de l'allègement des déficits dégagés par les échanges des produits énergétiques et des produits alimentaires.



L'exécution de la Loi de Finances 2009 au terme des dix premiers mois de 2009 a été globalement satisfaisante. Les recettes fiscales ont été réalisées à un rythme quasiment en ligne avec les prévisions initiales de la Loi de Finances (79,8%). L'exécution des dépenses ordinaires demeure maîtrisée (72,4%) et leur tendance baissière se maintient (-6,1%) suite essentiellement au repli des charges de compensation (-64,1%). D'un autre côté, les émissions des dépenses d'investissement ont enregistré une hausse sensible par rapport à fin octobre 2008 (+20,9%) et se sont réalisées à hauteur de 92,1%. L'évolution des dépenses et des recettes à fin octobre 2009 s'est soldée par un léger déficit budgétaire de 572 millions de dirhams. Au terme de l'exercice en cours, le déficit budgétaire ne devrait pas dépasser 2,7% du PIB au lieu de 2,9% prévu dans la Loi de Finances, ce qui devrait permettre de maîtriser davantage le ratio d'endettement direct du Trésor.

Sur le plan monétaire, comparativement à fin décembre de l'année qui précède, le rythme de croissance de la masse monétaire a poursuivi son ralentissement passant de 6,7% à fin octobre 2008 à 2,5% à fin octobre 2009. Cette évolution s'explique essentiellement par la décélération du rythme de progression des concours à l'économie qui est passé de 19,2% à fin octobre 2008 à 7,2% à fin octobre 2009. Cette évolution s'explique par le ralentissement du rythme de croissance des différentes catégories de crédit, à l'exception des crédits à l'équipement qui continuent de croître à un rythme élevé (+22,1%), et par l'effet de base induit par la forte expansion observée durant l'année dernière. A cela s'ajoute l'impact de la baisse des avoirs extérieurs nets (-3,5%), consécutivement au recul des recettes voyages, des transferts des MRE et des recettes des investissements et prêts privés étrangers. Les créances nettes sur l'Etat ont augmenté par rapport à fin septembre 2009 de 5,9%, s'inscrivant en hausse par rapport à fin décembre 2008 de 5,4%.

Au niveau du marché interbancaire, le déficit de liquidité bancaire s'est atténué en octobre. Cette évolution intervient dans le sillage de la baisse du montant minimum de la réserve monétaire suite à la décision de Bank Al-Maghrib de réduire le taux de la réserve monétaire de 2 points à compter du 1^{er} octobre 2009. De ce fait, la Banque Centrale a réduit le volume moyen de ses interventions à travers les avances à 7 jours sur appels d'offre. Du côté du marché des bons du Trésor par adjudication, le recours du Trésor à ce marché s'est raffermi en octobre avec des levées brutes atteignant 5,2 milliards de dirhams après 2,1 milliards en septembre et les taux moyens pondérés primaires des bons du Trésor à court et à moyen terme se sont ajustés à la hausse par rapport aux taux des dernières émissions de 2009. Après le repli enregistré en septembre 2009, l'activité au niveau de la Bourse de Casablanca a quasiment stagné au cours du mois d'octobre 2009. Ainsi, par rapport à fin septembre 2009, les deux indices MASI et MADEX ont à peine progressé de 0,1% et 0,4% respectivement, enregistrant des baisses par rapport à fin décembre 2008 de 1,9% et 3,4% respectivement.

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Les signes de reprise de l'économie mondiale se multiplient avec la sortie de récession des Etats-Unis et de la zone euro au troisième trimestre 2009. L'économie nipponne confirme sa reprise déjà amorcée au deuxième trimestre, alors que la croissance de l'économie chinoise poursuit son expansion. Les mesures généralisées de relance budgétaire combinées à un moindre déstockage ont permis un rebond de la production industrielle et du commerce international.

Aux Etats-Unis, après quatre trimestres consécutifs de repli, le PIB a nettement augmenté au troisième trimestre 2009 (+2,8% en rythme annualisé). Ce rebond a été soutenu notamment par une embellie de la consommation des ménages (+2,9%) du fait des incitations gouvernementales aux achats de voitures (prime à la casse) et par une reprise de l'investissement résidentiel (+19,5%), soutenue par le bas niveau des taux d'intérêt immobiliers et les crédits d'impôts accordés aux primo-accédants. De son côté, l'investissement des entreprises en biens d'équipement et logiciels a augmenté (+2,3%), malgré la persistance d'importantes capacités inutilisées. La contribution des variations des stocks à la croissance a été positive (+0,9 point), alors que celle du commerce extérieur est redevenue négative (-0,8%).

En termes de perspectives, la croissance de la production industrielle américaine devrait se maintenir au quatrième trimestre comme le laisse présager l'indice ISM manufacturier qui continue d'évoluer en zone d'expansion (53,6 en novembre contre 55,7 le mois précédent). Cette évolution est corroborée par la hausse des commandes de biens durables (+11,2% en rythme annualisé au troisième trimestre pour les biens d'équipement hors avions et défense). En revanche, la hausse de la consommation des ménages devrait se modérer, en ligne avec l'arrêt des effets bénéfiques de la désinflation et des mesures temporaires de soutien à la consommation et la poursuite de l'ajustement du marché du travail. En fait, la hausse du taux de chômage (à 10,2% en octobre, son plus haut de 26 ans) pèse sur la confiance des ménages et devrait favoriser le redressement de l'épargne. Dans ces conditions, la confiance des consommateurs, mesurée par l'Université de Michigan s'est dégradée sur les deux derniers mois pour s'établir à 67,4 en novembre après 70,6 en octobre et 73,5 en septembre.



Dans la zone euro, après cinq trimestres de baisse, le PIB a progressé de 0,4% au troisième trimestre 2009 par rapport au trimestre précédent, suite essentiellement à un net redressement de la production industrielle. Toutefois, les évolutions restent contrastées d'un pays à l'autre.

En France, la croissance du PIB reste modérée (+0,3% au troisième trimestre, identique à celle du trimestre précédent), tirée essentiellement par le commerce extérieur (+0,4 point), grâce notamment au redressement des exportations (+2,3%). La consommation des ménages est restée stable après une reprise de 0,3% au deuxième trimestre, alors que l'investissement global s'est contracté pour le sixième trimestre consécutif (à -1,4%). Contrairement aux attentes, les variations des stocks ont encore contribué négativement à la croissance (-0,1 point). En Allemagne, la croissance s'est établie à +0,7% après +0,4% au deuxième trimestre, la reconstitution des stocks et l'augmentation des investissements ont plus que compensé la faiblesse persistante de la consommation privée. De son côté, l'indice Ifo du climat des affaires a atteint son plus haut de 15 mois à 93,9 points en novembre contre 92 points le mois précédent. En Italie, le PIB s'est accru de 0,6% après une contraction de 0,5% au deuxième trimestre. En Espagne, l'économie est restée en récession au troisième trimestre (-0,3% après -1,1% au trimestre précédent).

L'Union européenne à 27 est également sortie de la récession, avec une croissance du PIB de 0,2 % au troisième trimestre par rapport aux trois mois précédents. Toutefois, la Grande-Bretagne a marqué son sixième trimestre consécutif de contraction (-0,4% au troisième trimestre).

La reprise dans la zone euro devrait se poursuivre comme en témoigne le rebond des PMI dans le secteur manufacturier. Pour l'ensemble de la zone, l'indice évolue en territoire d'expansion (51,2 en novembre après 50,7 en octobre), mais de fortes disparités persistent entre pays (54,4 en France contre 45,3 en Espagne). Cependant, cette reprise semble fragile eu égard à l'appréciation de l'euro face au dollar et à la montée du chômage qui devrait affecter la consommation des ménages.

Au Japon, après avoir rebondi de 0,7% au deuxième trimestre 2009, le PIB a progressé de 1,2% au troisième trimestre, soit son plus fort taux de croissance en deux ans et demi. La production industrielle est tirée par la reprise des exportations nettes (+3,4%) et la consommation des ménages (+0,7%), soutenue par les mesures gouvernementales de relance qui avoisinent 5% du PIB. L'investissement en capital du secteur privé a augmenté de 1,6%. La nouvelle progression en septembre de l'indicateur avancé ESRI laisse présager une poursuite de la croissance de l'activité au quatrième trimestre. Toutefois, l'économie nippone souffre encore d'un énorme excès de capacités de production.

Dans les pays émergents, en particulier d'Asie, la croissance reste tirée par les investissements publics en infrastructure et les mesures de soutien à la consommation. En Chine, la croissance du PIB s'est accélérée pour s'établir à 8,9% au troisième trimestre, après 7,9% au second et 6,1% au premier. L'accroissement de l'indice PMI à 55,7 en novembre après 55,4 en octobre laisse augurer une poursuite de l'expansion de la production manufacturière au dernier trimestre de l'année. De son côté, le PIB de la Corée du Sud a cru de 2,9% au troisième trimestre, soit son plus haut niveau depuis 7 ans, profitant de la faiblesse de sa monnaie et des incitations fiscales de grande ampleur. De même, l'activité économique reste bien orientée en Inde, avec une progression du PIB de 7,9% au troisième trimestre, ainsi qu'au Brésil avec un rebond de la production industrielle.

En somme, les perspectives de reprise de l'économie mondiale se profilent en ligne avec le regain d'optimisme des agents économiques. Dans ce sillage, le FMI a révisé à la hausse ses prévisions de la croissance mondiale qui devrait s'établir à 3,1% en 2010, tirée par la bonne tenue de l'activité des pays émergents et en développement (+5,1%), en particulier la Chine (+9,5%). Toutefois, la soutenabilité de cette reprise reste tributaire du maintien des mesures de relance budgétaire et de la résorption graduelle des déséquilibres financiers internationaux.



Croissance économique

En dépit d'un contexte international peu porteur en liaison avec la propagation des effets de la crise financière et économique internationale, l'activité économique nationale devrait enregistrer en 2009 une croissance de 5,3% et ce, grâce à la réalisation d'une campagne agricole exceptionnelle (102 millions de quintaux), à la poursuite de la progression de la demande intérieure dans un contexte marqué par la maîtrise de l'inflation et à l'effet des mesures prises dans le cadre du comité de veille stratégique.

1. Croissance sectorielle

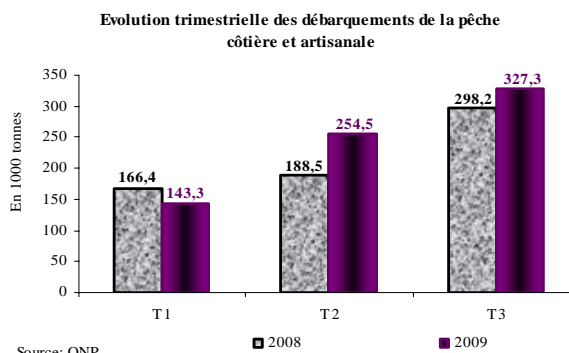
Faible recours aux importations de céréales en raison de la disponibilité de l'offre nationale

Selon les derniers chiffres publiés par l'Office National Interprofessionnel des Céréales et des Légumineuses (ONICL), la collecte des céréales a atteint, à fin octobre 2009, près de 23,1 millions de quintaux, en hausse de 115% par rapport à la campagne précédente. Le volume collecté est composé à hauteur de 98,6% de blé tendre, soit l'équivalent de 52,5% de la production réalisée au cours de la campagne 2008-2009.

Dans ces conditions, le volume des importations de céréales s'est établi entre juin et octobre 2009 à 9,1 millions de quintaux, en repli d'environ 55% par rapport à la même période de l'année précédente. Ces importations sont constituées à raison de 75% de maïs, de blé dur (17%) et d'orge (8%). Compte tenu de l'importance de l'offre nationale en blé tendre, le Maroc n'a pas eu recours à l'importation de ce produit durant cette période.

Hausse continue des débarquements de la pêche côtière et artisanale

A partir du deuxième trimestre 2009, le volume des débarquements de la pêche côtière et artisanale a évolué positivement par rapport aux niveaux enregistrés à la même période de l'année précédente. Ainsi, Il a enregistré au terme des neuf premiers mois de 2009 un accroissement de 11% par rapport à fin septembre 2008. Cette évolution est due en grande partie au raffermissement de 13,5% des débarquements de la pêche pélagique et dans une moindre mesure à la progression de 1,9% du volume des captures de poisson blanc.



En revanche, la valeur des captures de la pêche côtière et artisanale demeure en baisse. Elle s'est repliée de 12,3% à fin septembre 2009. Cette situation s'explique par la contraction de 38,1% de la valeur des ventes de poulpe (espèce à haute valeur marchande qui s'accapare à elle seule 23,6% de la valeur totale des captures). Cette baisse a été partiellement amortie par la hausse de 3,5% de la valeur des captures de poisson pélagique.

Pour ce qui est de la commercialisation à l'étranger des produits de la mer, les exportations de ces produits maintiennent leur tendance baissière mais à un rythme moins prononcé d'un mois à l'autre. La valeur de ces exportations s'est ainsi contractée en glissement annuel de 12,9% à fin octobre 2009 après une baisse de 16,6% à fin septembre et de 19,5% à fin août.

Activités non agricoles

L'évolution récente des indicateurs conjoncturels fait état d'une atténuation du rythme de baisse des activités touchées par la crise, notamment l'industrie, la production de phosphates et dérivés, les recettes touristiques et les transferts des MRE. La production de l'électricité, quant-à-elle, maintient depuis le deuxième trimestre 2009 un rythme de progression soutenu. S'agissant du secteur du BTP, les ventes de ciment se sont raffermies à fin octobre 2009. Pour ce qui est de l'activité touristique, elle garde le même profil d'évolution que les mois précédents caractérisé par une hausse des arrivées accompagnée d'une baisse des nuitées.

Amélioration de la production et des exportations de phosphates et dérivés au troisième trimestre 2009

Au terme des neuf premiers mois de 2009, les productions de phosphates, d'acide phosphorique et d'engrais naturels et chimiques ont accusé une baisse respectivement en glissement annuel de 41,8%, 18,7%, et 7,3% après un repli de 52,3%, 33,5% et 35,4% à fin juin 2009.



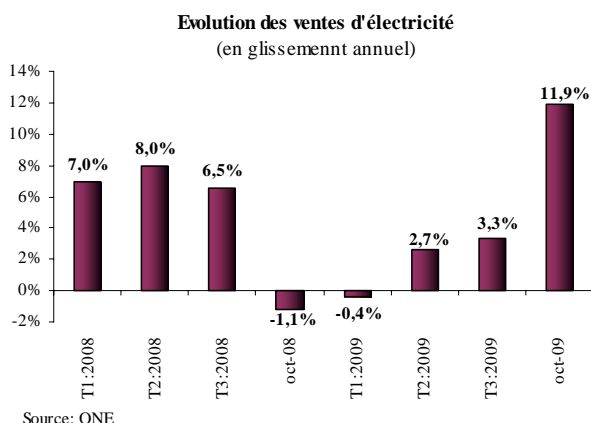
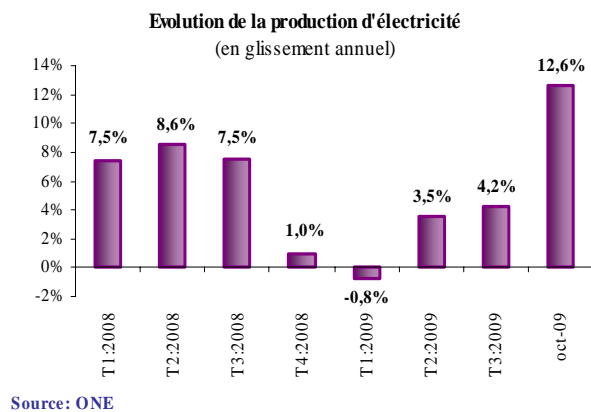
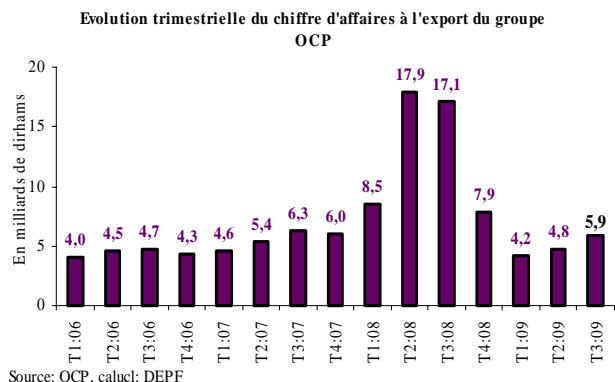
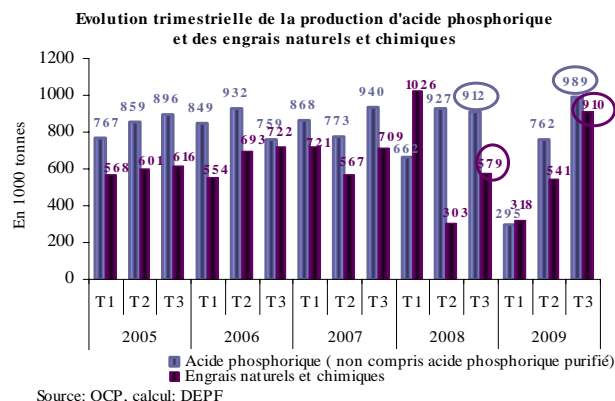
Le ralentissement du rythme de baisse de la production de phosphates et dérivés provient de la bonne tenue de la production au troisième trimestre de l'année en cours. En effet, la production marchande de phosphates a atteint au troisième trimestre 5,7 millions de tonnes, soit un accroissement de 23,6% par rapport au trimestre précédent. En outre, les productions d'acide phosphorique et d'engrais naturels et chimiques ont augmenté respectivement, au troisième trimestre, de 29,8% et 68,2% en glissement trimestriel et de 8,4% et 57,2% en glissement annuel.

Concernant l'activité à l'export du groupe OCP, le chiffre d'affaires à l'export réalisé à fin septembre 2009 s'est élevé à 14,9 milliards de dirhams. Il demeure en baisse par rapport à celui généré à la même période de l'année précédente marquée par un renchérissement des prix de phosphates et dérivés sur le marché international. Néanmoins, ce chiffre d'affaires est en hausse de 12,3% par rapport à fin septembre 2006 (année normale). Il est à noter que le chiffre d'affaires généré est en progression continue depuis le deuxième trimestre 2009 (voir graphique).

Evolution positive de la production et de la consommation d'électricité

Au troisième trimestre 2009, la production d'électricité s'est renforcée de 4,2% en glissement annuel après une progression de 3,5% au deuxième trimestre. Cette évolution s'est poursuivie en octobre avec une augmentation de la production d'électricité de 12,6% en glissement annuel. Ainsi, sur les dix premiers mois de 2009, la production d'électricité a augmenté de 3,4% par rapport à fin octobre 2008. Cette variation est le résultat d'une part du raffermissement de la production de l'énergie d'origine hydraulique de 142,3%, suite à la bonne pluviométrie enregistrée, et d'autre part, de l'augmentation de 3,9% des importations en provenance d'Algérie et d'Espagne, ce qui a contrebalancé le recul de la production de l'énergie thermique et de la production concessionnelle respectivement de 20,7% et 1%.

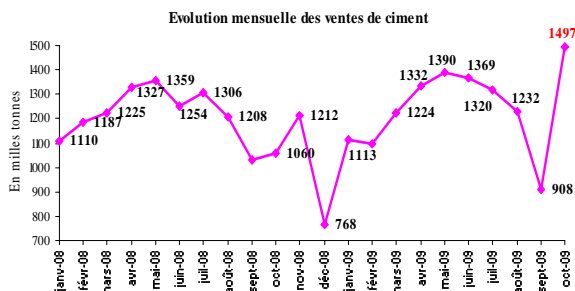
De même, la consommation d'électricité a clôturé le troisième trimestre de l'année en cours sur un accroissement de 3,3% par rapport au troisième trimestre 2008 après une croissance de 2,7% au deuxième trimestre 2009. Durant le mois d'octobre 2009, la consommation d'électricité a affiché une hausse de 11,9% en glissement annuel. Ainsi, au terme des dix premiers de l'année 2009, les ventes d'électricité se sont accrues de 2,9% par rapport à fin octobre 2008, en liaison avec l'augmentation des ventes de très haute, haute et moyenne tensions de 1,7% et de celles de basse tension destinées aux ménages de 7,8%.



S'agissant de l'activité du raffinage, le volume de pétrole mis en œuvre s'est élevé à fin septembre 2009 à 3,3 millions de tonnes, en baisse de 25% par rapport à la même période de l'année précédente. Il importe de signaler que l'activité du raffinage a enregistré une amélioration durant le mois de septembre, en relation avec le démarrage de la production de la nouvelle raffinerie de Mohammedia qui permettra de porter la capacité de production de gasoil 50 ppm à 12.000 tonnes par jour.

Hausse sensible des ventes de ciment durant le mois d'octobre 2009

Au terme des dix premiers mois de 2009, les ventes cumulées de ciment, principal baromètre de l'activité de construction, se sont raffermies de 3,5% comparativement à la même période de 2008. Cette évolution s'explique par la bonne tenue des ventes de ciment durant le mois d'octobre, en progression de 64,8% en glissement mensuel et de 41,2% par rapport à octobre 2008, ce qui a permis de compenser le repli enregistré au troisième trimestre 2009 (-2,4% en glissement annuel).



Source: Association Professionnelle des Cimentiers (APC)

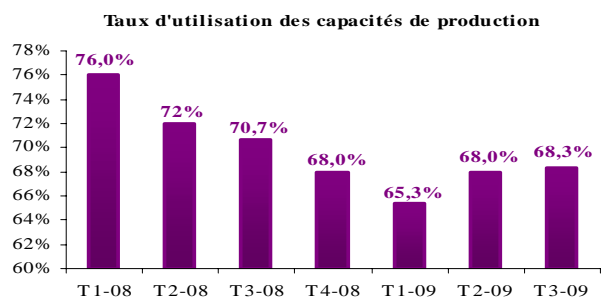
Pour ce qui est du financement, l'encours des crédits à l'immobilier s'est établi, à fin octobre 2009, à 169,2 milliards de dirhams, soit un plus de 18,4 milliards de dirhams par rapport à fin octobre 2008. En outre, 52.168 ménages ont bénéficié de la garantie FOGARIM, depuis la création du fonds jusqu'à fin septembre 2009, pour un montant de 7,6 milliards de dirhams.

Décélération du rythme de baisse de l'indice de la production industrielle

La production industrielle, approchée par l'indice de la production industrielle, s'est repliée au terme du premier semestre 2009, de 1,3% en glissement annuel contre une hausse de 5,3% un an auparavant, sous l'effet de la contraction des indices de la production des industries du textile, d'habillement et fourrures, du cuir et chaussures et des industries automobiles respectivement de 2,4%, 2,6%, 8,3% et 7,1% par rapport à fin juin 2008. Toutefois, le rythme de baisse de l'indice trimestriel de la production industrielle en glissement annuel a ralenti, passant à -1% au deuxième trimestre 2009 après -1,6% au premier trimestre 2009 et -4,4% au quatrième trimestre 2008.

Quant aux perspectives de production, les chefs d'entreprises interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture réalisée par le HCP, prévoient une amélioration de la production industrielle au troisième trimestre par rapport au deuxième trimestre de l'année en cours. Cette augmentation résulterait de la hausse prévue de la production des industries alimentaires et de celle de la chimie et de la parachimie. Néanmoins, la production de textile et bonneterie, d'habillement et des boissons et tabacs serait en baisse en glissement trimestriel.

De même, les résultats de l'enquête de conjoncture de Bank Al-Maghrif dans l'industrie font état d'une hausse de 0,3 point de pourcentage du taux d'utilisation des capacités de production entre le deuxième trimestre et le troisième trimestre de l'année en cours, ce qui corrobore les résultats de l'enquête de conjoncture du HCP.



Source: Bank Al Maghrif

Ralentissement du rythme de baisse des recettes voyages

D'après la dernière édition du Baromètre de l'Organisation Mondiale du Tourisme, les arrivées de touristes internationaux ont fléchi de 7% entre janvier et août 2009. Cependant, cette tendance négative, entamée depuis septembre 2008, commencerait à ralentir. En effet, au cours des mois de juillet et août, qui représentent la haute saison, les arrivées ont baissé de 3%, alors qu'elles avaient diminué de 8% au cours du premier semestre de l'année en cours. Sur le plan régional, les données disponibles à fin août 2009 font état d'une baisse des arrivées des touristes internationaux dans toutes les régions du monde, à l'exception de l'Afrique qui n'a pas suivi la tendance mondiale en enregistrant une croissance de 4% par rapport à fin août 2008. Compte tenu de ces évolutions, l'OMT prévoit une baisse des arrivées de touristes internationaux qui devrait se maintenir entre -6% et -4% pour l'ensemble de l'année 2009.

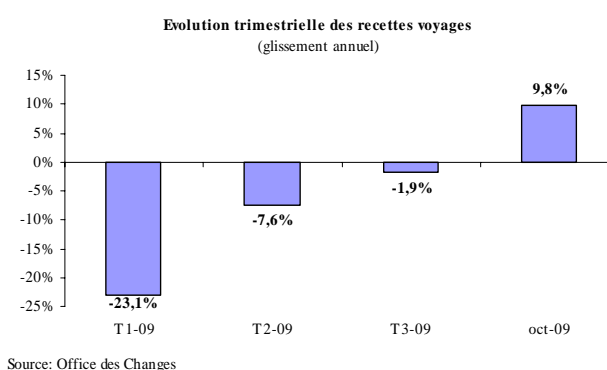


Au Maroc, les arrivées de touristes au cours du mois d'octobre 2009 ont progressé de 10,7% par rapport à octobre 2008. Sur les dix premiers mois de 2009, elles se sont accrues de 5,7% en glissement annuel. Les principaux marchés émetteurs ayant significativement contribué à cette évolution sont le marché espagnol avec une hausse de 10,2%, suivi des marchés français (+4,3%), belge (+11,8%) et hollandais (+12,2%). Quant au nombre de Marocains Résidant à l'Étranger (MRE) ayant regagné le Royaume, il a atteint 3,5 millions, en hausse de 10,2% par rapport à fin octobre 2008.

Les nuitées réalisées dans les hôtels classés au cours du mois d'octobre 2009 se sont inscrites en hausse pour le deuxième mois consécutif (+1,3% par rapport au mois d'octobre 2008). Au terme des dix premiers mois de 2009, elles ont reculé de 2,1% en glissement annuel. Cette variation s'explique essentiellement par le repli de 4,9% des nuitées réalisées par les non résidents, principalement sous l'effet de la contraction des nuitées réalisées par les touristes français (-6,4%) et les touristes anglais (-15,7%). Toutefois, l'augmentation de 8,6% du marché des résidents a pu amortir en partie cette baisse.

Pour ce qui est des passagers internationaux ayant transité par les aéroports du Royaume, ils se sont élevés à 10 millions passagers à fin octobre 2009, soit un accroissement de 3,1% par rapport à la même période de l'année précédente.

Les recettes voyages ont accusé à fin septembre 2009, un repli de 8,8% en glissement annuel. Néanmoins, l'amplitude de ce recul est en net ralentissement, en glissement annuel, d'un trimestre à l'autre passant d'un fléchissement de 23,1% au premier trimestre 2009 à -7,6% au deuxième trimestre et à seulement -1,9% au troisième trimestre. En octobre 2009, les recettes voyages ont enregistré une augmentation par rapport au même mois de l'année précédente de 9,8%, clôturant ainsi les dix premiers mois de 2009 sur une baisse de 7,7%.



Amélioration des résultats du secteur des télécommunications

A fin septembre 2009, les indicateurs d'activité du secteur des télécommunications ont positivement évolué, comme en témoignent l'accroissement du parc de la téléphonie mobile de 12,5% en glissement annuel pour atteindre 25,1 millions d'abonnés, la croissance du parc total des abonnés Internet de 52% pour se situer à 1,05 million d'abonnés, grâce au renforcement du parc des abonnés à l'internet 3G de 182,9%, et le renforcement du parc global d'abonnés au fixe de 19,7% pour atteindre 3,4 millions d'abonnés dont 62,2% sont des abonnés en mobilité restreinte.

Quant aux recettes générées par les centres d'appel, elles ont maintenu une évolution ascendante. Elles ont ainsi clôturé les dix premiers mois de l'année 2009 sur une progression de 9,7% en glissement annuel pour s'établir à 2,7 milliards de dirhams.

2. Eléments de la demande

Dans un contexte de baisse de la demande étrangère, la croissance économique en 2009 serait de plus en plus soutenue par la demande finale intérieure qui bénéficierait des retombées positives de l'excellente campagne agricole, du maintien du taux de chômage sous la barre des 10% (9,8% au troisième trimestre 2009), de la progression continue des crédits à la consommation (+19,3% à fin octobre 2009) et des efforts des pouvoirs publics pour soutenir le pouvoir d'achat notamment à travers la réduction de l'impôt sur le revenu et la revalorisation des salaires.

L'effort d'investissement se poursuit en dépit d'un contexte peu porteur comme en témoigne la progression des crédits accordés à l'équipement de 24,8% par rapport à fin octobre 2008. Parallèlement, la commission des investissements a approuvé, le 15 septembre 2009, dix projets d'investissements portant sur 4,25 milliards de dirhams qui permettraient de générer 4752 emplois. Ces investissements, répartis sur les régions de Marrakech-Tansift-El Haouz, du Grand Casablanca, de Tanger-Tétouan, Fès-Boulmane et Guelmim-Smara, concernent le chauffage industriel, l'agroalimentaire, l'immobilier commercial, la distribution et le tourisme. Ainsi, le nombre total des projets approuvés par la commission de janvier à septembre 2009 a atteint 74 projets pour un montant de 46,7 milliards de dirhams. Ces projets ambitionnent la création de plus de 20.000 emplois.



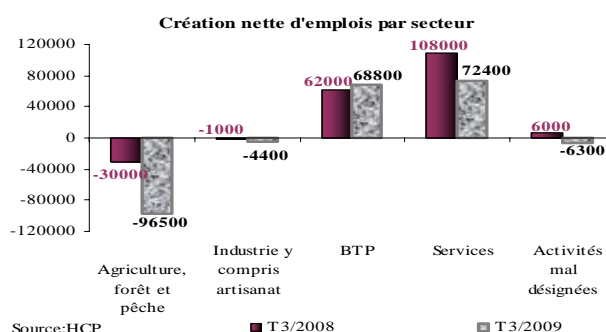
Les investissements et prêts privés étrangers ont atteint 19,6 milliards de dirhams à fin octobre 2009, dont 82,5% sous forme d'investissements directs étrangers (IDE). Les dépenses d'investissement du budget de l'Etat continuent, quant à elles, de progresser à un rythme soutenu. Elles se sont, ainsi, renforcées de 20,9% pour se situer à 35,3 milliards de dirhams à fin octobre 2009.

Maintien du taux de chômage sous la barre de 10%

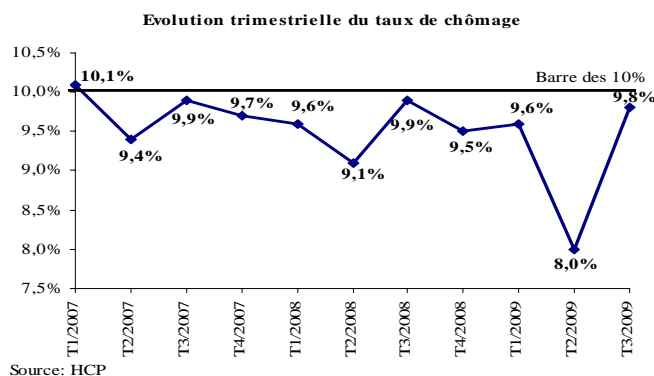
Au terme du troisième trimestre 2009, la population active âgée de 15 ans et plus a quasiment stagné (+0,1%) en glissement annuel pour se situer à 11.314.000 personnes. Le taux d'activité a, par contre, reculé de 0,8 point, consécutivement à la progression de la population active à un rythme inférieur à celui enregistré par la population totale. Par sexe, le taux d'activité féminin a reculé de 0,9 point pour se situer à 26% au troisième trimestre 2009 après 26,9% un an auparavant, en raison principalement du repli de 1,9 point du taux d'activité féminin dans le milieu rural.

S'agissant de la population active occupée, elle a atteint 10.209.000 personnes au troisième trimestre 2009 contre 10.175.000 actifs occupés un an auparavant, ce qui correspond à la création nette de 34.000 emplois. Les zones urbaines ont pu générer 105.000 postes entre les troisième trimestres de 2008 et de 2009, alors que le milieu rural a enregistré une perte de 71.200 emplois.

Par secteur, les services et le BTP constituent les principaux secteurs pourvoyeur d'emplois avec la création nette respectivement de 72.400 et 68.800 emplois. En revanche, l'agriculture, forêt et pêche et l'industrie (y compris l'artisanat) ont enregistré des pertes d'emplois entre les troisième trimestres de 2008 et de 2009 qui ont atteint respectivement 96.500 et 4.400 emplois.



Le taux de chômage s'est, ainsi, situé au troisième trimestre 2009 à 9,8% en baisse de 0,1 point par rapport à la même période de l'année précédente. Par milieu, le chômage urbain a régressé de 0,7 point, passant de 15,5% à 14,8%, tandis que le chômage rural a augmenté de 0,4 point pour se situer à 4,3% contre 3,9% au troisième trimestre 2008. Comparativement au deuxième trimestre 2009, le taux de chômage national a augmenté de 1,8 point, en liaison avec l'arrivée, au troisième trimestre, de nouveaux diplômés sur le marché du travail.



Par sexe, le chômage féminin a maintenu le même niveau que celui enregistré au troisième trimestre 2008, soit 10,7%. Le chômage des hommes a, par contre, baissé de 0,3 point pour s'établir à 9,4%. Par tranche d'âge, le chômage a baissé de 0,3 point chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans et également chez les jeunes âgés de 25 à 34 ans. Cependant, le taux de chômage des personnes âgées de 35 à 44 ans a progressé de 0,6 point pour s'établir à 6% contre 5,4% un an auparavant. Quant au chômage des diplômés, il a diminué de 0,6 point passant de 19,5% à 18,9% au troisième trimestre 2009. De même, le chômage des « sans diplômes » a reculé de 0,2 point.

Inflation maîtrisée

Au troisième trimestre 2009, le taux d'inflation, mesuré par la variation de l'indice du coût de la vie, s'est élevé à +0,1% en glissement annuel après +0,7% au deuxième trimestre et +3,8% au premier trimestre. Ce ralentissement a été déterminé par l'évolution de l'indice des prix des produits alimentaires qui est passé d'une hausse de 6,3% au premier trimestre à une baisse de 0,1% au deuxième trimestre puis à un repli de 0,9% au troisième trimestre. Le ralentissement marqué au troisième trimestre s'explique par l'effet de base induit par les niveaux élevés des prix des produits alimentaires enregistrés à la même période de l'année précédente.



Il est à noter que les prix des produits alimentaires ont augmenté en août et en septembre respectivement de 3,1% et de 4% en glissement mensuel, en lien avec l'avènement du mois de ramadan qui a coïncidé avec la dernière semaine d'août et les trois premières semaines de septembre, ce qui a généré un accroissement de la demande en denrées alimentaires. Toutefois, les prix des produits alimentaires ont enregistré en octobre un recul de 2,4% par rapport à septembre, clôturant ainsi les dix premiers mois de 2009 sur une progression de 1,6% contre 6,8% à fin octobre 2008.

Quant à l'évolution des prix des produits non alimentaires, ils ont également évolué d'un trimestre à l'autre à un rythme en ralentissement mais moins prononcé comparativement à celui enregistré par les prix des produits alimentaires. Ils ont ainsi progressé de 1,7% au premier trimestre, puis de 1,4% au deuxième trimestre et de 1% au troisième trimestre. Sur les dix premiers mois de l'année 2009, les prix des produits non alimentaires ont augmenté de 1,3% contre une hausse de 1,4% un an auparavant, en raison de l'accroissement des prix des autres biens et services, des loisirs et culture, des équipements ménagers et de l'habillement de 2,2%, 1,8%, 1,5% et 1,4% respectivement.

Compte tenu de ces évolutions, le taux d'inflation a atteint au terme des dix premiers mois de l'année en cours 1,4% contre 3,8% un an auparavant. Par ville, Tanger a enregistré la plus forte hausse des prix (+2,5%), suivie de Laâyoune (+2,3%), Oujda (+1,9%), Meknès et Fès (+1,7%). La plus faible progression des prix a été enregistrée à Agadir (+0,9%).

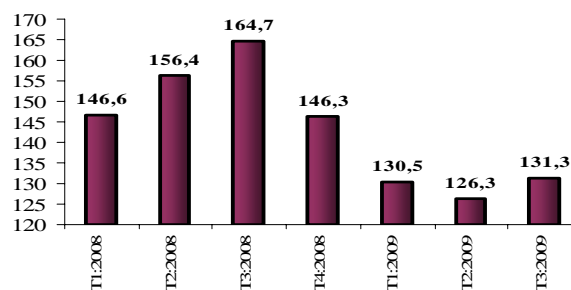
Evolution des composantes de l'indice du coût de la vie (glissement annuel)

	ICV alimentaire	ICV non alimentaire	ICV global
T1:2008	4,5%	0,7%	2,4%
T2:2008	8,4%	1,4%	4,6%
T3:2008	8,0%	1,8%	4,6%
T4:2008	6,4%	1,8%	3,9%
T1:2009	6,3%	1,7%	3,8%
T2:2009	-0,1%	1,4%	0,7%
T3:2009	-0,9%	1,0%	0,1%
Fin octobre 2009	1,6%	1,3%	1,4%

Source : HCP, calcul : DEPF

Pour ce qui est de l'indice des prix à la production des industries manufacturières, il a accusé en moyenne un repli de 20,3% au troisième trimestre 2009 par rapport à la même période de l'année précédente. Cette variation est imputable à la régression des prix à la production des industries chimiques et de ceux des industries de cokéfaction et raffinage respectivement de 40,3% et 38,8%. Sur les neuf premiers mois de 2009, l'indice des prix à la production des industries manufacturières a régressé en moyenne de 17% contre une hausse de 22,6% un an auparavant.

Evolution trimestrielle de l'indice moyen des prix à la production industrielle



Source: HCP

3. Echanges extérieurs

Au terme des dix premiers mois de l'année 2009, les exportations et les importations de biens et services (FOB/FOB) se sont repliées en valeur respectivement de 23,3% et 19,2% en glissement annuel, portant ainsi le taux de couverture à 70,2% contre 73,9% à fin octobre 2008, soit une baisse de 3,7 points.

Pour ce qui est des échanges de services, ils se sont soldés par un excédent de 35,2 milliards de dirhams et ce, en dépit de la baisse de 9% des recettes pour atteindre 80,6 milliards de dirhams, dépassant toutefois les dépenses qui se sont établies à 45,3 milliards de dirhams, en hausse de 7,3% par rapport à fin octobre 2008.



Les importations demeurent en baisse en raison du repli des importations des produits énergétiques, des demi-produits et des produits bruts

Les importations de biens ont clôturé les dix premiers mois de 2009 sur un recul en valeur de 23,4% après une progression de 32,2% un an auparavant. Cette évolution s'explique par le fléchissement de l'ensemble des groupements de produits importés, en particulier les produits énergétiques, les demi-produits et les produits bruts qui ont été à l'origine de 79,5% du recul des importations totales.

Les acquisitions de produits énergétiques ont régressé en valeur de 34,4% contribuant ainsi à hauteur de 34,5% à la régression des importations totales. Cette situation s'explique à hauteur de 68,3% par le fléchissement de 54,5% des achats de pétrole brut, consécutif au recul de 21,8% du volume importé et à la baisse du prix moyen à l'import qui s'est établi à 3423,7 dirhams/tonne contre 5886,5 dirhams/tonne un an auparavant.

Les achats de demi-produits, composés essentiellement d'intrants destinés à la production industrielle, sont à l'origine de 25,1% de la baisse de la valeur totale des importations. Ils se sont repliés en valeur de 27,6% contre une hausse de 20,9% un an auparavant. Ce retournement est attribuable principalement à la diminution de la valeur des achats de fer et acier en blooms et ébauches de 52,8%, des fils, barres, profilés en fer ou en acier de 49,5%, des produits chimiques de 22,1% et des matières plastiques artificielles de 17,5%.

S'agissant des importations de produits bruts, elles ont reculé en valeur de 53,9% par rapport à fin octobre 2008, contribuant ainsi à hauteur de 19,9% à la dépréciation des importations totales. La baisse de 89,3% de la valeur des acquisitions de soufre brut, nécessaire à la production des dérivés de phosphates, demeure la principale source du recul des importations des produits bruts. Cette variation résulte de l'effet conjoint de la dépréciation de 85% du prix moyen à l'import du soufre brut et de la contraction de 28,6% du volume importé.

Les importations de biens d'équipement hors avions ont accusé une baisse en valeur de 13,2% en glissement annuel, résultant de la régression de la valeur des achats des machines et appareils divers, des voitures industrielles et des fils et câbles pour l'électricité respectivement de 12%, 21% et 55,1%.

De même, les importations des produits alimentaires ont régressé en valeur de 24,8% après une hausse de 27,3% un an auparavant. Ce changement d'orientation s'explique principalement par l'allègement de la facture céréalière de 49% contre une hausse de 32,2% à la même période de l'année précédente. En effet, la réalisation d'une production céréalière record (102 millions de quintaux) s'est traduite par un faible recours aux importations. Ainsi, le volume des approvisionnements en ces produits a accusé, à fin octobre 2009, une baisse de 27,2% par rapport à la même période de l'année précédente. En outre, les prix moyens à l'import des trois principales céréales à savoir le blé, le maïs et l'orge ont accusé des baisses respectivement de 23,7%, 32,8% et 41,1% en glissement annuel.

Toutefois, les achats de sucre ont augmenté en volume et en valeur respectivement de 32,1% et 57,3% contre une évolution de -3,9% et +4,4% à fin octobre 2008. Cette ascension s'explique d'une part, par la baisse de la production nationale consécutive aux inondations qu'ont connues en février dernier les grandes régions productrices du sucre (le gharb et le loukkos) et d'autre part, par le renchérissement des cours mondiaux du sucre brut qui fait suite à l'affectation de la récolte mondiale de canne à sucre par les fortes pluies au Brésil et par la sécheresse en Inde.

Quant aux importations des produits finis de consommation, ils ont fléchi en valeur de 3,3% contre une progression de 12,5% un an auparavant, sous l'effet principalement du retrait de la valeur des acquisitions des voitures de tourisme et des tissus de coton respectivement de 16,1% et 25,2%. En revanche, la valeur des importations des médicaments et de celle des parties de carrosserie ont affiché une hausse respectivement de 20,1% et 81,6%.

Bonne tenue des exportations des dérivés de phosphates au troisième trimestre 2009

Au terme des dix premiers mois de 2009, les exportations de biens se sont repliées en valeur de 32,4% en glissement annuel contre une progression de 36,2% un an auparavant. Le fléchissement de 66,5% des ventes à l'étranger de phosphates et dérivés est à l'origine de 72,1% de cette décroissance. Toutefois, il importe de signaler que les exportations de phosphates et dérivés réalisées durant le troisième trimestre 2009 ont totalisé 6,3 milliards de dirhams, en augmentation de 32,5% par rapport au trimestre précédent.



Etant donné que l'année 2008 a été marquée par des niveaux élevés des prix mondiaux de phosphates, les expéditions à l'étranger de phosphates ont affiché, à fin octobre 2009, une décroissance en valeur de 71,8% par rapport à la même période de l'année 2008, sous l'effet conjoint du repli du volume exporté de 57,2% et de la baisse du prix moyen à l'export de 34,1%. Comparativement aux ventes réalisées à fin octobre 2006 (année normale), ces exportations ont progressé en valeur de 9,9%.

De même, les exportations des engrais naturels et chimiques et de l'acide phosphorique ont reculé en valeur respectivement de 52,8% et 69% par rapport à fin octobre 2008. Néanmoins, l'évolution trimestrielle de ces exportations, au cours de l'année 2009, a fait ressortir une évolution positive d'un trimestre à l'autre. Ainsi, les ventes à l'étranger des engrais naturels et chimiques et de l'acide phosphorique ont affiché, au troisième trimestre 2009, une augmentation respectivement de 112,1% et 27,3% par rapport au deuxième trimestre. Par rapport à fin octobre 2006, les exportations de ces deux produits ont enregistré une progression respectivement de 23,1% et de 11,7%.

Les exportations hors phosphates et dérivés se sont repliées, à fin octobre 2009, de 13,9% en valeur après une progression de 7,5% un an auparavant. Toutefois, le rythme de baisse de ces exportations, en glissement annuel, a ralenti depuis le deuxième trimestre 2009 passant de -21,9% au premier trimestre puis à -19,1% au deuxième trimestre et à -6% au troisième trimestre.

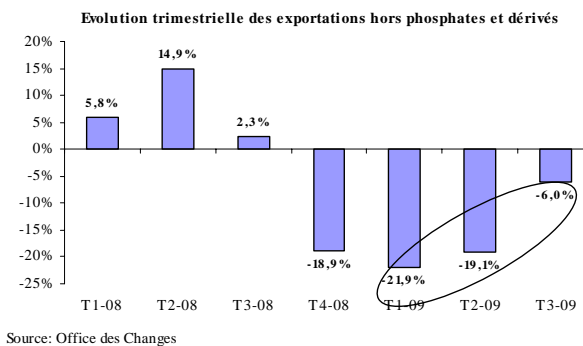
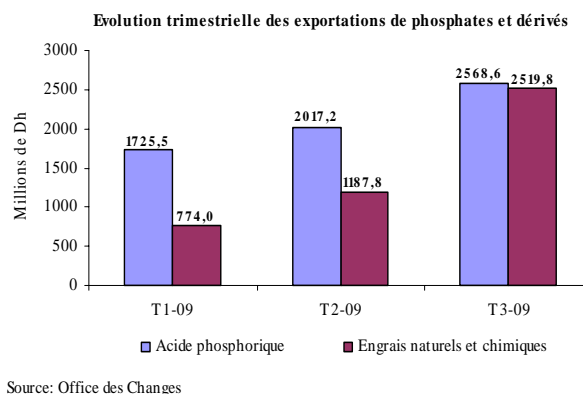
Ont été concernées par ce ralentissement, les exportations des composants électroniques dont le rythme de baisse est passé de -39,7% à fin juin 2009 à -28,3% à fin octobre 2009, ainsi que les exportations des produits de la mer dont la valeur a fléchi de 12,9% à fin octobre 2009 après une régression de 25,4% à fin juin 2009.

Quant aux exportations des produits de textile et cuir, elles ont été caractérisées par des évolutions différenciées. Ainsi, la valeur des expéditions des articles de bonneterie et de celle des vêtements confectionnés ont fléchi, au terme des dix premiers mois de 2009, respectivement de 0,7% et de 1,9% en glissement annuel. Les exportations de chaussures se sont, par contre, appréciées de 9,4% à fin octobre 2009 après une hausse de 3,7% à fin juin 2009.

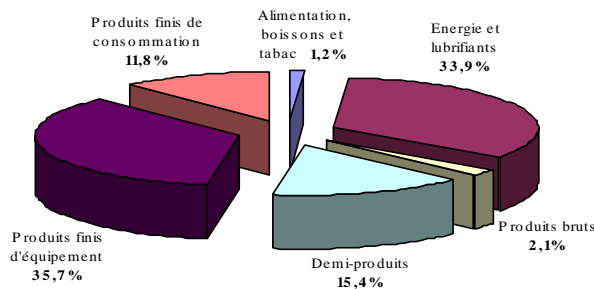
Atténuation du déficit commercial à fin octobre 2009, sous l'effet de l'allègement du déficit des échanges des produits énergétiques et des produits alimentaires

Les échanges de biens ont dégagé un déficit commercial chiffré à 122,2 milliards de dirhams contre 143,4 milliards à fin octobre 2008, soit un allègement de 14,8%. Cette situation provient essentiellement de l'atténuation de 34,6% du déficit dégagé par les échanges des produits énergétiques dont la part dans le déficit commercial global a perdu 10,3 points passant à 33,9% contre 44,2% un an auparavant, de la diminution de 67,4% du déficit résultant des échanges des produits alimentaires et de la réduction de 4,7% du déficit dégagé par les échanges des produits finis d'équipement.

Par région, le déficit commercial a été réalisé à hauteur de 51,4% avec l'Europe, 28,4% avec l'Asie, 17,9% avec l'Amérique, 2,1% avec les pays d'Afrique et 0,1% avec les pays d'Océanie.



Parts des principaux groupements d'utilisation dans le solde commercial

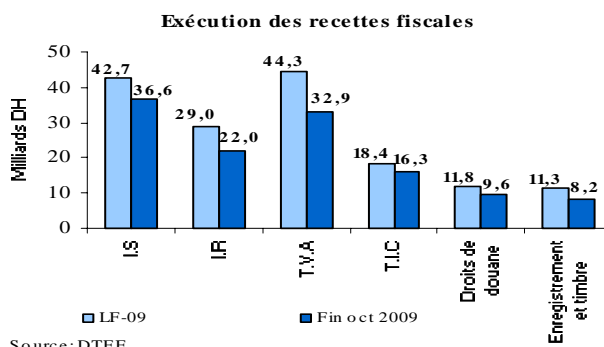


4. Finances publiques (hors TVA des Collectivités Locales)

L'exécution de la Loi de Finances 2009 au terme des dix premiers mois de 2009 a été globalement satisfaisante. Les recettes fiscales ont été réalisées à un rythme quasiment en ligne avec les prévisions initiales de la Loi de Finances. L'exécution des dépenses ordinaires demeure maîtrisée et leur tendance baissière se maintient suite essentiellement au repli des charges de compensation. D'un autre côté, les émissions des dépenses d'investissement ont enregistré une hausse sensible et se sont réalisées à hauteur de 92,1%. L'évolution des dépenses et des recettes à fin octobre 2009 s'est soldée par un léger déficit budgétaire de 572 millions de dirhams. Au terme de l'exercice en cours, le déficit budgétaire ne devrait pas dépasser 2,7% du PIB au lieu de 2,9% prévu dans la Loi de Finances, ce qui devrait permettre de maîtriser davantage le ratio d'endettement direct du Trésor.

Exécution des recettes fiscales quasiment en ligne avec les prévisions initiales

Au terme des dix premiers mois de 2009, le taux de réalisation des recettes fiscales s'est établi à 79,8%. Cette situation est attribuable essentiellement à la réalisation de 81,8% des recettes des impôts directs suite à la concrétisation de 85,6% des prévisions des recettes de l'IS et de 76% des recettes de l'IR. Quant aux taux d'exécution des autres recettes fiscales, ils se sont établis à 78,5% pour les impôts indirects, 81,4% pour les droits de douane et 72,4% pour les droits d'enregistrement et de timbre.



Pour leur part, les recettes non fiscales ont été exécutées à hauteur de 85,7%, suite à la concrétisation de 96,5% des recettes de monopoles et de 116,5% des autres recettes non fiscales¹.

En termes d'évolution, les recettes fiscales ont enregistré, à fin octobre 2009, un repli de 10,6% par rapport à fin octobre 2008, essentiellement sous l'effet des réaménagements fiscaux et du caractère exceptionnel de certaines recettes en 2008. Cette évolution a concerné les principales composantes des recettes fiscales. Les impôts directs ont reculé de 12,4% pour se chiffrer à 60,5 milliards de dirhams. Ce résultat est imputable, d'une part, à la baisse des recettes de l'IS de 8%, passant de 39,7 milliards de dirhams à fin octobre 2008 à 36,6 milliards à fin octobre 2009, en raison notamment de la réduction des taux de l'IS. D'autre part, il est attribuable à la baisse des recettes de l'IR de 20,5% à fin octobre 2009 pour atteindre 22 milliards de dirhams et ce, compte tenu du réaménagement du barème de cet impôt et du repli de l'IR sur le produit des cessions des valeurs mobilières cotées en bourse et de l'IR sur profits immobiliers.

S'agissant des recettes des impôts indirects, elles ont régressé de 6,8% à fin octobre 2009 pour s'établir à 49,2 milliards de dirhams. Cette évolution est attribuable essentiellement au recul des recettes de la TVA de 11,6% et ce, malgré l'augmentation des recettes des TIC de 4,6%, suite particulièrement à la hausse de celles des TIC sur les produits énergétiques de 9,3%. Le recul des recettes de la TVA a concerné aussi bien les recettes de la TVA à l'importation (-11,5%) que celles de la TVA intérieure (-11,7%), en lien avec l'importance des remboursements octroyés à fin octobre 2009.

Les recettes perçues au titre des droits de douane se sont contractées de 17,3% pour atteindre 9,6 milliards de dirhams, en lien avec la baisse des importations taxables et l'impact du démantèlement tarifaire. Les recettes relatives aux droits d'enregistrement et de timbre ont diminué de 9,6% pour se chiffrer à 8,2 milliards de dirhams, sous l'effet du recul des droits sur les mutations en rapport avec le ralentissement des transactions immobilières.

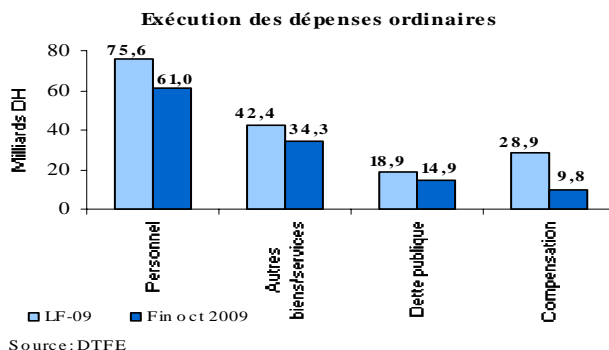
¹ Cette rubrique comprend différentes recettes dont notamment celles de domaine, de fonds de concours, des recettes en atténuation des dépenses, de la redevance gazoduc et des intérêts sur placements et avances.



S'établissant à 15,3 milliards de dirhams, les recettes non fiscales ont progressé par rapport à fin octobre 2008 de 15,5%. Cette évolution est attribuable à la hausse des recettes de monopoles de 35%, suite à la hausse du montant des dividendes versé par Itissalat Al-Maghrib, Bank Al-Maghrib et l'OCP et qui est passé de 4,9 milliards de dirhams à fin octobre 2008 à 7,9 milliards à fin octobre 2009. Les autres recettes non fiscales ont diminué de 7,4%.

Exécution maîtrisée des dépenses ordinaires

A fin octobre 2009, le taux d'exécution des dépenses ordinaires a été maîtrisé à 72,4%, suite essentiellement à la réalisation de seulement 33,7% des dépenses prévues de compensation, tandis que les dépenses de biens et services et celles afférentes aux intérêts de la dette ont été exécutées à hauteur de 80,8% et 79% respectivement.



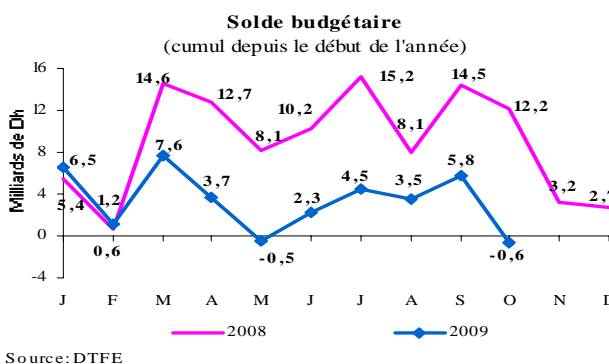
Quant à leur tendance, les dépenses ordinaires se sont contractées de 6,1% par rapport à la même période de l'année précédente pour s'établir à 120 milliards de dirhams. Cette évolution est imputable principalement au repli des dépenses de compensation de 64,1% pour se chiffrer à 9,8 milliards de dirhams à fin octobre 2009, suite à la baisse des prix du pétrole. Hors dépenses de compensation, les dépenses ordinaires ont augmenté de 9,5%.

Les charges en intérêts de la dette ont reculé de 5,3%, sous l'effet essentiellement de la baisse de celles de la dette intérieure de 7,4% contrebalançant la hausse de celles de la dette extérieure de 5,8%. Les dépenses de biens et services se sont accrues de 12,3% pour atteindre 95,3 milliards de dirhams, recouvrant une hausse des dépenses du personnel de 6,4%, en relation notamment avec les revalorisations salariales, et de celles des autres biens et services de 24,6%.

Les dépenses d'investissement du budget de l'Etat ont été réalisées à hauteur de 92,1%. Elles ont atteint 35,3 milliards de dirhams à fin octobre 2009 contre 29,2 milliards au titre de la même période de l'année 2008, soit une augmentation de 20,9%.

Solde budgétaire légèrement déficitaire

L'évolution des recettes et des dépenses ordinaires, à fin octobre 2009, a permis de dégager un solde ordinaire de 24,9 milliards de dirhams contre 30 milliards à fin octobre 2008, couvrant ainsi 70,4% des dépenses d'investissement. Quant au solde budgétaire, il a été déficitaire de 572 millions de dirhams après un excédent de 12,2 milliards à fin octobre 2008, compte tenu d'un solde positif des Comptes Spéciaux du Trésor (hors fonds de soutien des prix et fonds spécial routier) de 9,9 milliards de dirhams.



Compte tenu de l'augmentation du stock des arriérés de paiement de 1,7 milliard de dirhams par rapport à fin décembre 2008, le Trésor a dégagé un excédent de financement de 1,1 milliard de dirhams à fin octobre 2009 contre 17,4 milliards à fin octobre 2008.



Principales tendances des finances locales à fin septembre 2009²

Les opérations courantes des budgets³ des collectivités locales et de leurs groupements ont dégagé, à fin septembre 2009, une épargne courante de 9,3 milliards de dirhams après 7 milliards à fin septembre 2008. Ce résultat découle de l'appréciation, par rapport à la même période de l'année précédente, des recettes courantes de 22,9% pour s'établir à 20,3 milliards conjuguée à une hausse des dépenses de fonctionnement de 15,8% pour atteindre 11 milliards.

L'accroissement des recettes courantes découle essentiellement de la hausse de celles du budget principal de 22,9%, particulièrement les recettes perçues au titre de la part des collectivités locales dans le produit de la TVA (+23,4%), la taxe sur les services communaux (+58,3%), la taxe professionnelle (+60,3%) et les taxes locales et recettes diverses (+24,1%). Les recettes perçues au titre de la part des collectivités locales dans le produit de la TVA ont représenté 59% des recettes du budget principal et ont été réparties à hauteur de 40,3% pour les communes urbaines, 33,6% pour les communes rurales et 26,2% pour les provinces et préfectures.

La hausse des dépenses de fonctionnement est attribuable principalement à l'augmentation de celles du budget principal de 16%, notamment les dépenses de personnel (+12,3%), de matériel (+22,1%), des charges de la dette (+22,8%) et des subventions (+25,5%). La majeure partie des dépenses de la dette incombe aux communes urbaines avec 67% du total suivies des communes rurales (25%), des régions (5%) et des provinces et préfectures (3%).

Les dépenses d'investissement ont atteint 6,5 milliards de dirhams, en hausse de 34,5% par rapport à fin septembre 2008. Cette évolution est attribuable à l'augmentation des dépenses d'investissement du budget principal de 35%, dont essentiellement les dépenses des travaux neufs et grosses réparations (+62,8%), des projets intégrés (+55,3%), des acquisitions mobilières (+20,8%) et des acquisitions immobilières (+18,1%). Les dépenses d'investissement du budget principal ont été exécutées à hauteur de 49,1% par les communes urbaines, 21,3% par les communes rurales, 20,3% par les préfectures et provinces et 9,3% par les régions. Compte tenu des dépenses d'investissement, les finances locales ont dégagé un excédent de financement de 2,8 milliards après 2,2 milliards à fin septembre 2008.

Les recettes d'investissement se sont appréciées de 13,3% par rapport à fin septembre 2008, pour s'élever à 21 milliards de dirhams. Ce résultat s'explique par la hausse des recettes d'investissement du budget principal de 13%, dont principalement celles des excédents antérieurs (+8,6%), des dotations spéciales gagées sur la part des collectivités locales dans le produit de la TVA (+95,1%) et du produit de la dette (+37,1%). Hors excédents antérieurs, les recettes d'investissement du budget principal ont atteint 3,7 milliards de dirhams, en hausse de 37,6% par rapport à fin septembre 2008. Compte tenu des recettes d'investissement, le solde global des opérations budgétaires des collectivités locales s'est établi à 23,8 milliards de dirhams à fin septembre 2009 après 20,7 milliards au titre des neuf premiers mois de 2008.

5. Financement de l'économie

Poursuite du ralentissement de la création monétaire

A fin octobre 2009, le rythme de croissance de la masse monétaire a poursuivi son ralentissement. L'agrégat M3 a augmenté par rapport à son niveau à fin décembre 2008 de 2,5% après une augmentation de 6,7% un an auparavant. En glissement annuel, la masse monétaire a augmenté de 6,4% à fin octobre 2009 contre 9,4% à fin octobre 2008. Cette évolution s'explique essentiellement par la décélération du rythme de progression des concours à l'économie et la baisse des avoirs extérieurs nets.

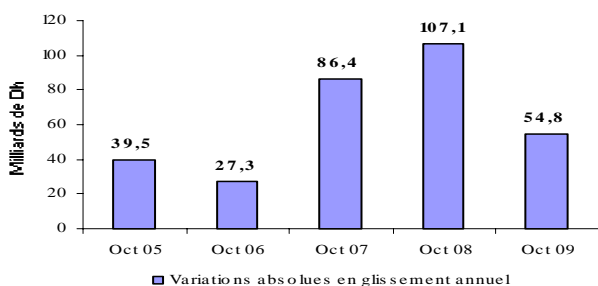
Le rythme de progression des concours à l'économie demeure en décélération à fin octobre 2009 comparativement à l'année dernière, résultant du ralentissement du rythme de croissance des différentes catégories de crédit à l'exception des crédits à l'équipement qui continuent de croître à un rythme élevé et de l'effet de base induit par la forte expansion observée durant l'année dernière. Les concours à l'économie ont augmenté de 7,2% par rapport à fin décembre 2008 pour atteindre 574,7 milliards de dirhams après un accroissement de 19,2% l'année précédente. Cette décélération a concerné particulièrement les crédits de trésorerie et immobiliers qui ont progressé respectivement de 0,9% et de 10,7% après 21% et 25,8% une année auparavant. Néanmoins, les prêts à l'équipement ont augmenté de 22,1% après 16,4% l'année précédente. Par rapport à fin octobre 2008, les concours à l'économie ont augmenté de 10,5% après une hausse de 25,9% une année auparavant.

² TGR, « Bulletin mensuel des finances locales », septembre 2009.

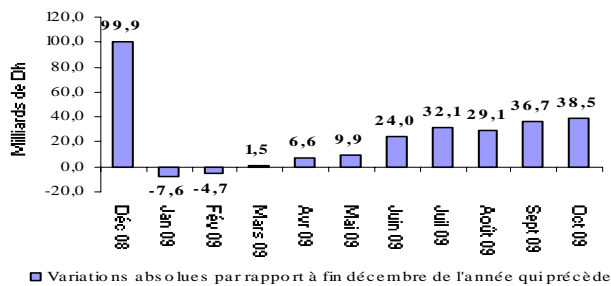
³ Composés de budget principal, budgets annexes et comptes spéciaux.



Evolution des concours à l'économie



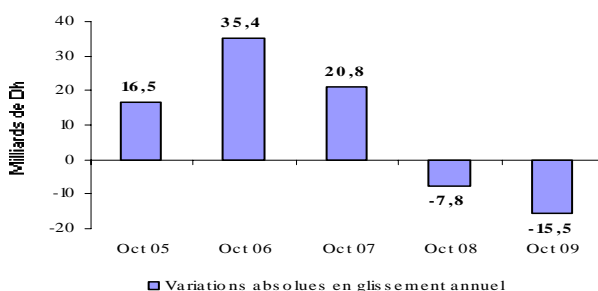
Source: Bank Al-Maghrib



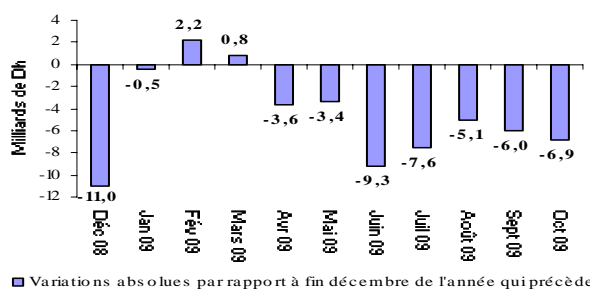
Source: Bank Al-Maghrib

A fin octobre 2009, les avoirs extérieurs nets sont demeurés inférieurs à leurs niveaux de 2008. Ils ont baissé de 3,5% par rapport à fin décembre 2008 pour se chiffrer à 189,5 milliards de dirhams, sous l'effet de la baisse des réserves de change de Bank Al-Maghrib de 3,8%. En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets se sont repliés de 7,5%. Cette évolution s'explique par le recul des recettes voyages, des transferts des MRE et des recettes des investissements et prêts privés étrangers de 7,7%, 8,1% et 33% respectivement.

Evolution des avoirs extérieurs nets



Source: Bank Al-Maghrib



Source: Bank Al-Maghrib

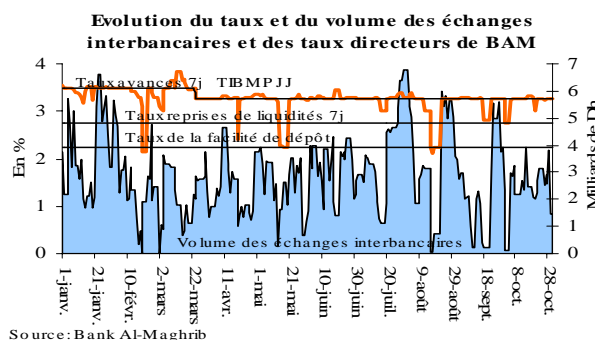
A fin octobre 2009, les créances nettes sur l'Etat ont augmenté par rapport à fin septembre 2009 de 5,9% pour se chiffrer à 84,9 milliards de dirhams. Par rapport à fin décembre 2008, elles ont augmenté de 5,4%. Cette évolution est attribuable à l'augmentation du recours du Trésor au marché bancaire de 5,7%. En glissement annuel, les créances nettes sur l'Etat ont progressé de 12,4% à fin octobre 2009 après une baisse de 6,8% un an auparavant.

Concernant l'encours des agrégats de placements liquides à fin octobre 2009, il a augmenté par rapport à fin décembre 2008 de 22,5%. Cette évolution découle, essentiellement, de la progression des titres d'OPCVM obligataires de 44,3%. Par rapport à fin octobre 2008, l'encours des agrégats de placements liquides s'est accru de 12,7% après une hausse de 5% une année auparavant.

Atténuation du resserrement des trésoreries bancaires en octobre

Au cours du mois d'octobre 2009, le déficit de liquidité bancaire s'est atténué passant de 22,2 milliards de dirhams en septembre 2009 à 19,9 milliards en octobre 2009. Cette évolution intervient dans le sillage de la baisse du montant minimum de la réserve monétaire de 2,6 milliards pour s'établir à 35,6 milliards de dirhams, suite à la décision de Bank Al-Maghrib de réduire le taux de la réserve monétaire de 2 points de pourcentage, pour le ramener à 8% à compter du 1^{er} octobre 2009. De ce fait, la Banque Centrale a réduit le volume moyen de ses interventions pour l'injection de la liquidité à travers les avances à 7 jours sur appels d'offre et qui a atteint 16,6 milliards de dirhams en octobre après 21,5 milliards en septembre.

Quant à l'évolution du taux interbancaire moyen pondéré au jour le jour, il a évolué à des niveaux proches du taux directeur à l'exception de la journée du 2 octobre où il a enregistré son plus bas niveau du mois de 2,75%. Ainsi, la moyenne mensuelle du TIMPJJ a atteint 3,20% en octobre, en hausse d'un point de base par rapport au mois de septembre. En parallèle, le volume moyen des transactions interbancaires a régressé en octobre de 4,6% par rapport au mois précédent pour atteindre 2,6 milliards.



Source: Bank Al-Maghrib

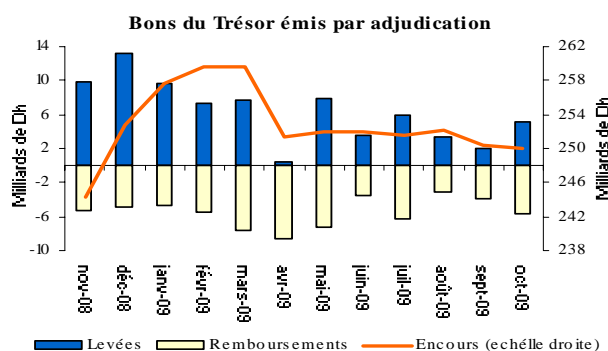


Raffermissement du recours du Trésor au marché des adjudications en octobre et ajustement à la hausse des taux obligataires primaires

Au cours du mois d'octobre 2009, le recours du Trésor au marché des adjudications s'est raffermi avec des levées brutes atteignant 5,2 milliards de dirhams après 2,1 milliards en septembre et qui ont concerné les maturités à court et à moyen termes. Les remboursements du mois d'octobre se sont chiffrés à 5,6 milliards de dirhams contre 3,9 milliards en septembre.

S'agissant de l'évolution des taux moyens pondérés primaires des bons du trésor au titre du mois d'octobre, les taux des bons à court et à moyen terme se sont ajustés à la hausse par rapport aux taux des dernières émissions de 2009. Ainsi, les taux des bons à court terme ont progressé de 2 points de base pour s'établir à 3,28% et 3,31% respectivement pour les bons à 26 et à 52 semaines, tandis que le taux des bons à 13 semaines s'est stabilisé à 3,24%. Quant aux taux à moyen terme, ils ont augmenté de 6 points de base pour les bons à 2 ans et d'un point de base pour les bons à 5 ans pour atteindre 3,53% et 3,69% respectivement.

Au terme des 10 premiers mois de 2009, les levées brutes du Trésor se sont établies à 53,4 milliards de dirhams contre 23,3 milliards à fin octobre 2008. Ces levées ont été orientées vers les maturités courtes et les maturités moyennes à hauteur de 70,6% et 29,4% respectivement. Compte tenu des remboursements qui ont atteint 56,2 milliards de dirhams, en hausse de 29,7% par rapport à la même période de 2008, l'encours des bons du Trésor par adjudication s'est établi, à fin octobre 2009, à 249,9 milliards de dirhams, en baisse de 1,1% par rapport à son niveau à fin décembre 2008.

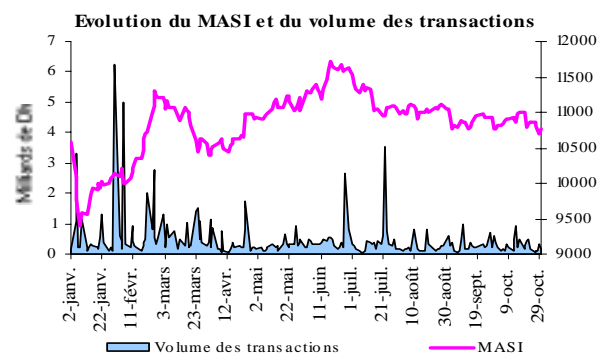


Source: Bank Al-Maghrib

S'agissant de l'offre des investisseurs à fin octobre 2009, elle a augmenté de 51,7% par rapport à fin octobre 2008 pour atteindre 377,7 milliards de dirhams, orientée essentiellement vers le court terme (66,4%) et le moyen terme (31,7%) et satisfaite à hauteur de 14,1% au lieu de 9,4% l'année dernière.

Stagnation de l'activité au niveau de la Bourse de Casablanca en octobre

Après le repli enregistré en septembre 2009, l'activité au niveau de la Bourse de Casablanca a quasiment stagné au cours du mois d'octobre 2009. Ainsi, par rapport à fin septembre 2009, les deux indices MASI et MADEX ont à peine progressé de 0,1% et 0,4% respectivement, enregistrant des baisses par rapport à fin décembre 2008 de 1,9% et 3,4% respectivement. Pour sa part, la capitalisation boursière s'est établie, à fin octobre 2009, à 524,9 milliards de dirhams, en légère hausse de 0,6% par rapport à fin septembre 2009 et en baisse de 1,3% par rapport à fin décembre 2008.



Source: Bourse de Casablanca

Concernant l'évolution des indices sectoriels par rapport au mois de septembre 2009, elle a été différenciée. Ainsi, des progressions ont été enregistrées par les indices de certains secteurs, particulièrement l'agroalimentaire (+4,2%), le BTP (+3,4%) et les mines (+2,9%), tandis que des baisses ont été enregistrées par d'autres, notamment les boissons (-12,4%), la chimie (-5,7%) et l'immobilier (-3,3%).

Pour le seul mois d'octobre, le volume global des transactions s'est établi à 6 milliards de dirhams contre 6,6 milliards en septembre. Les transactions du mois se sont réparties à hauteur de 87,9% pour le marché central (animé essentiellement par Addoha (22,9%), CIH (11,1%), BCP (11,1%), Itissalat Al-Maghrib (8,7%) et BMCE (8,3%)), 4,7% pour le marché de blocs et 6,6% pour les transferts. Au terme des dix premiers mois de 2009, le volume global des transactions a atteint 99,9 milliards de dirhams, en baisse de 41,8% par rapport à fin octobre 2008.

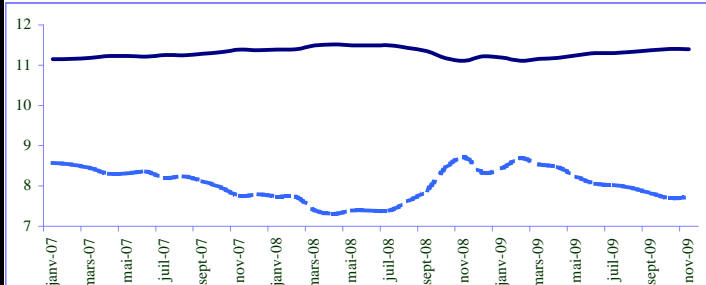
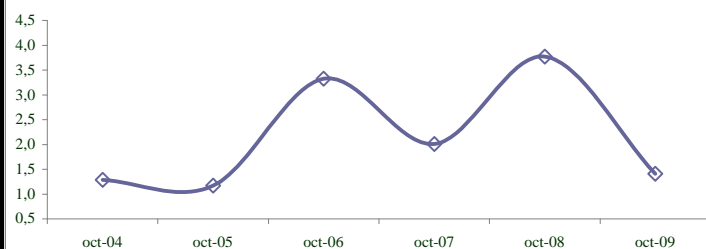
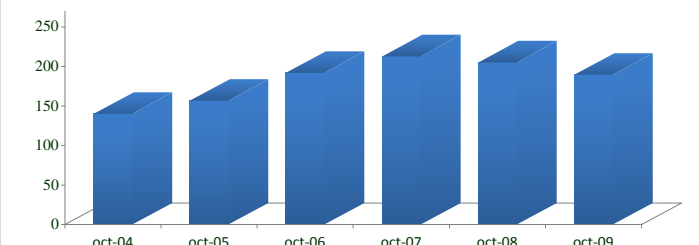
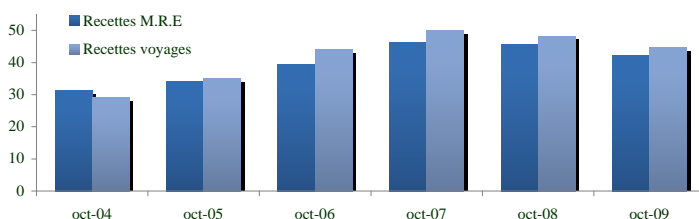
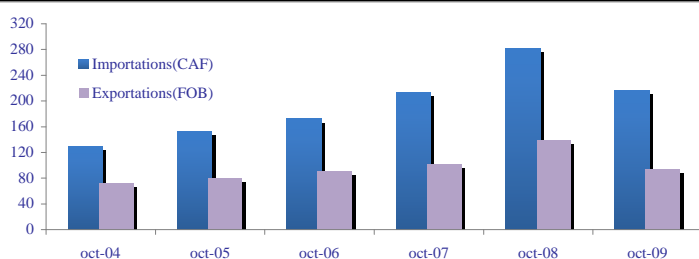
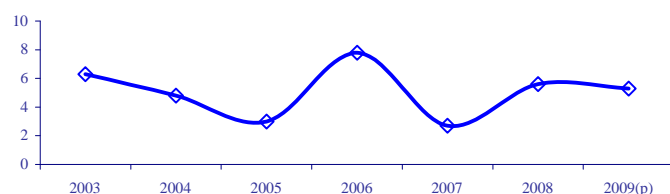


N° : 154

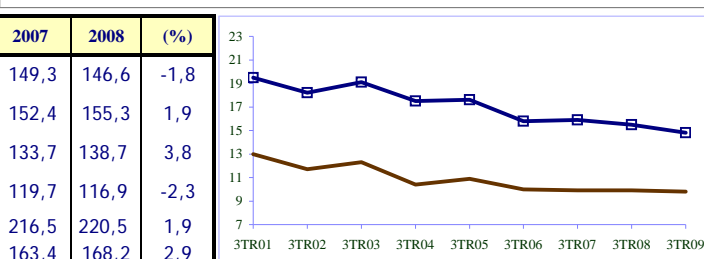
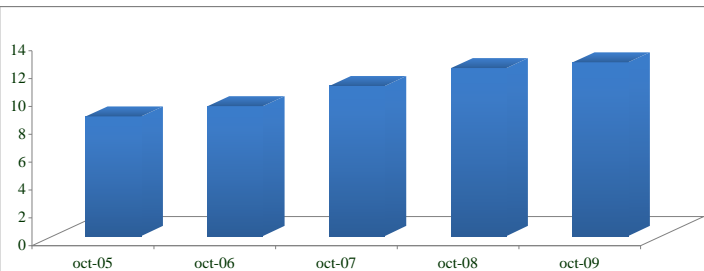
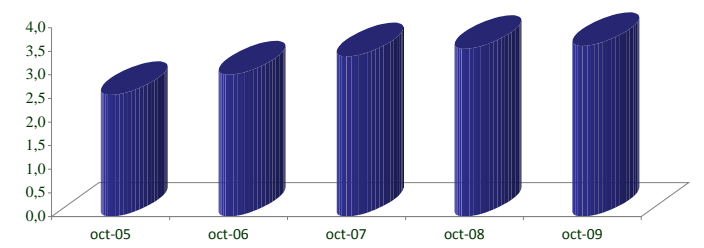
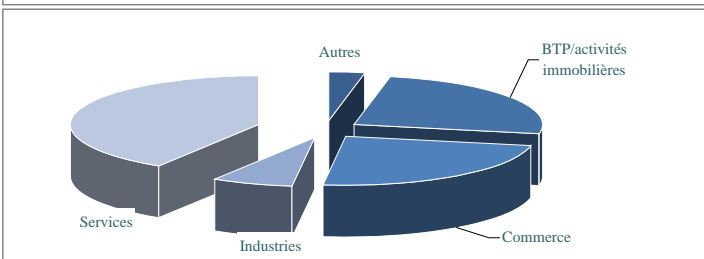
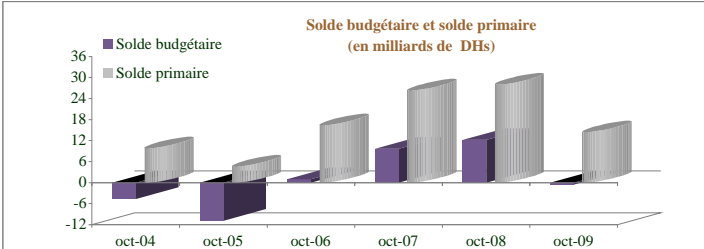
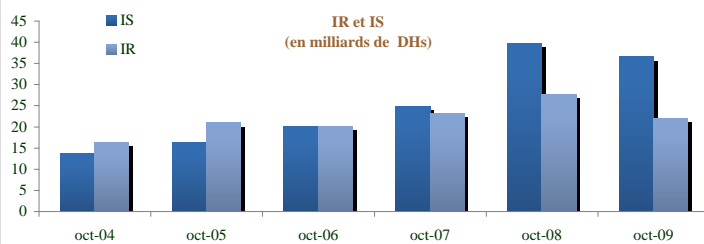
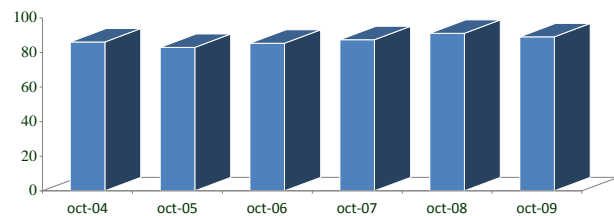
Tableau de bord de l'économie marocaine

Agrégats de la comptabilité nationale (1)	2007	2008	2009(p)
Produit Intérieur Brut (aux prix de l'année précédente) (base 1998)	2,7	5,6	5,3
Echanges extérieurs (2) (millions de Dhs)	oct.-08	oct.-09	(%)
Importations globales	282 160	216 033	-23,4
Énergie et lubrifiants	66 452	43 612	-34,4
Pétrole brut	28 598	13 000	-54,5
Produits finis d'équipement	59 441	53 994	-9,2
Blé	9 891	4 439	-55,1
Exportations globales	138 800	93 822	-32,4
Demi-produits	49 924	24 846	-50,2
Phosphates et dérivés	48 759	16 316	-66,5
Solde commercial	-143 359	-122 211	-14,8
Taux de couverture (en %)	49,2	43,4	
Transferts MRE	45 778	42 064	-8,1
Recettes voyages	48 192	44 498	-7,7
Investissements et prêts privés étrangers	29 180	19 551	-33,0
Monnaie (millions de Dhs)	oct.-08	oct.-09	(%)
Agrégat M3	688 208	732 344	6,4
Avoirs extérieurs nets	205 018	189 546	-7,5
Créances sur le trésor	75 564	84 942	12,4
Concours à l'économie	519 918	574 684	10,5
Dont : Concours bancaires	513 514	568 637	10,7
Crédits à l'immobilier	150 833	169 224	12,2
Crédits à l'équipement	94 791	118 273	24,8
Crédits à la consommation	24 647	29 414	19,3
Bourse	oct.-08	oct.-09	(%)
MASI	11 978	10 776	-10,0
MADEX	9 841	8 751	-11,1
Volume des transactions (millions de Dhs)	151 124	83 877	-44,5
Indice du Coût de la Vie (100=1989)	oct.-08	oct.-09	(%)
Indice du Coût de la Vie total (100=1989)	184,3	186,9	1,4
Produits alimentaires	193,5	196,5	1,6
Produits non alimentaires	176,6	178,9	1,3
Taux de change (cours virement de fin de mois) en MAD	nov.-08	nov.-09	(%)
Euro	11,11	11,40	2,6
Dollar américain US\$	8,71	7,73	-11,3
Taux d'intérêt (dernières émissions)	déc.-08	oct.-09	Pb 100
Taux adjudications (13 semaines)	3,68	3,24	-44
(26 semaines)	3,74	3,28	-46
(52 semaines)	3,82	3,30	-52
(2ans)	3,99	3,53	-46

Croissance du PIB en volume



Finances publiques (y compris TVA des CL) (3)	oct.-08	oct.-09	(%)			
Recettes ordinaires (R.O) (en millions de Dhs)	173 844	158 994	-8,5			
Recettes fiscales	158 498	141 603	-10,7			
Impôts directs	69 082	60 538	-12,4			
IS	39 733	36 564	-8,0			
IR	27 674	22 005	-20,5			
Impôts indirects	68 747	63 276	-8,0			
TVA	53 195	47 010	-11,6			
TIC	15 552	16 266	4,6			
Droits de douane	11 646	9 628	-17,3			
Enregistrement et timbre	9 024	8 161	-9,6			
Recettes non fiscales	13 221	15 276	15,5			
Monopoles	7 161	9 667	35,0			
Dépenses ordinaires (D.O)	127 850	120 020	-6,1			
Biens et services	84 890	95 333	12,3			
Personnel	57 366	61 025	6,4			
Autres biens et services	27 524	34 308	24,6			
Dettes publiques	13 336	12 355	-7,4			
Intérieure	2 440	2 582	5,8			
Extérieure	10 896	9 773	-10,3			
Solde ordinaire	45 994	38 974	-15,3			
Compensation	27 184	9 750	-64,1			
Investissement	29 216	35 326	20,9			
Solde budgétaire	12 176	-572				
Solde primaire (4)	27 952	14 365	-48,6			
Activités sectorielles	sept.-08	sept.-09	(%)			
Production marchande de phosphates (mille tonnes)	21 171	12 322	-41,8			
Production de produits dérivés	4 501	3 877	-13,9			
Chiffre d'affaires à l'exportation de l'ocp (millions de Dhs)	43 517	14 851	-65,9			
Exportations des produits dérivés	28 989	10 511	-63,7			
Intentions de création d'entreprises	41 022	39 604	-3,5			
	oct.-08	oct.-09	(%)			
Arrivées de touristes (y compris MRE) (en milliers)	6 683	7 066	5,7			
Nuitées (en milliers)	14 276	13 974	-2,1			
Production d'électricité (GWh)	20 258	20 952	3,4			
Production concessionnelle	10 721	10 614	-1,0			
Ventes de ciment (mille tonnes)	12 068	12 486	3,5			
Trafic aérien des voyageurs (en milliers)	10 916	11 187	2,5			
Mouvements des avions	146 708	150 746	2,8			
Emploi	3Tr07	3Tr08	3Tr09			
Taux d'activité	50,8	50,6	49,8			
Taux de chômage	9,9	9,9	9,8			
Urbain	15,9	15,5	14,8			
Diplômés	21,3	21,1	20,5			
Agés de 15 à 24 ans	32,2	33,5	32,1			
Variation des indices de la production (3)	2Tr08	2Tr09	(%)	2007	2008	(%)
Mines	129,5	104,9	-19,0	149,3	146,6	-1,8
Industries manufacturières	165,0	163,4	-1,0	152,4	155,3	1,9
Produits des industries alimentaires	146,4	150,1	2,5	133,7	138,7	3,8
Produits de l'industrie textile	113,4	109,9	-3,1	119,7	116,9	-2,3
Produits de l'industrie automobile	221,5	210,7	-4,9	216,5	220,5	1,9
Electricité	166,7	168,6	1,1	163,4	168,2	2,9



(1) Taux de variation, Source HCP
(2) y.c. le commerce de la zone franche
(3) Indice de la production selon la nouvelle base 1998
(4) Solde du budget général non compris les intérêts de la dette publique
p : prévision de la DEPF